

# L'EDITO

Éric Burgraff

## INAMI : PASSER DE LA MEFIANCE AUX ENGAGEMENTS

Un numéro Inami pour tous... Malgré la communication rassurante de la ministre Maggie De Block à la veille du week-end, bien que le stress ait fait place au soulagement dans les auditoriums de 7<sup>e</sup> médecine, un certain malaise continue à planer autour de ce dossier.

A ce stade, dépouillée de tout engagement formel à long terme

sur le paysage de la médecine en Belgique, la proposition mise sur la table vendredi soir par la ministre fédérale de la Santé tient plus du tour de passe-passe que

d'une véritable solution de fond. Coincée entre les lobbies professionnels et politiques, Maggie De Block n'a en réalité pas cédé grand-chose aux francophones, si ce n'est un peu de temps. En invitant les doyens de facultés à donner un numéro Inami aux étudiants actuels, en précisant que ces numéros seront déduits des futurs quotas (sans doute sur les années 2021 et suivantes) elle ne fait que prolonger un système aussi vieux que le numerus clausus : le lissage. Mais en imposant en parallèle un véritable filtre à l'entrée des études, elle met précisément fin, à moyen terme, à ce lissage salvateur. Résultat des courses : les (environ) trois mille étudiants francophones excédentaires d'ici 2020 empêcheront

autant de jeunes d'embrasser une vocation de médecin. On préserve donc une génération mais on

présente l'addition à la suivante tout en sauvant la face devant des lobbies flamands - et parfois francophones - plutôt conservateurs en la matière. Le tout alors que la pénurie de médecins va prendre dans les deux prochaines décennies une tournure exponentielle.

### Fédéral et entité fédérée vont devoir réviser leurs dogmes

Pour avancer dans ce dossier, et la Fédération Wallonie-Bruxelles, et le pouvoir fédéral vont devoir concomitamment réviser leurs dogmes.

Jean-Claude Marcourt n'aura d'autre choix que de s'asseoir sur sa conviction progressiste - un examen d'entrée est le fossoyeur du libre accès à l'université - pour faire place à un filtre sérieux susceptible de garantir à terme le

respect des quotas.

Maggie De Block devra, elle aussi, s'asseoir sur les convictions conservatrices fédérales - moins de médecins, moins de dépenses en soins de santé - pour entendre les revendications francophones. Dit autrement, pour obtenir un geste de Jean-Claude Marcourt sur l'accès aux études, elle ne pourra se contenter de presser son administration de réaliser un cadastre dynamique de la profession. Elle devra garantir des solutions - des quotas de médecins - à la mesure des besoins que l'outil mettra au jour et pas seulement à la lumière du sauvetage de décembre 2014.

Pour avancer dans ce dossier, les entités fédérale et fédérée doivent passer de la méfiance à la confiance. Puis de la confiance aux engagements. De part et d'autre.